



Compte rendu de la Rencontre avec le Président de la République

le 26 juin 2007

En introduction, le président confirme qu'il tient à la réforme des universités car celles-ci ont des problèmes qui ne peuvent pas être résolus seulement par une augmentation des moyens financiers.

Il propose de mettre en œuvre ce qui se fait « ailleurs » et de faire confiance aux universités et aux universitaires, ce qui suppose l'autonomie.

S'ajoute à cela un problème de « gouvernance » : selon lui actuellement « tout le monde » siège au C.A. et du coup personne n'est responsable : on discute à 60 et personne ne tranche. « Ca ne peut pas durer ».

Il précise enfin 2 choses :

- sur le temps de la concertation : s'il est trop court « on est brutal » s'il est trop long, « on retarde la réforme et on est un gros lâche ».
- sur les engagements financiers pris par lui-même et Fillon pendant la campagne : ils seront tenus mais ils « refusent de donner les moyens à un corps qui ne veut pas de réforme ».

Le message ne peut pas être plus clair.

Suit un tour de table des organisations syndicales de personnels présentes, qui rappellent leurs positions et pour certaines d'entre elles leurs propositions d'amendements.

Dans sa synthèse le Président note deux tendances : une pour le retrait du texte et une qui pense que dans le projet il y a des choses intéressantes et des choses qui ne vont pas.

En ce qui concerne le temps de la concertation, contesté par toutes les organisations, il précise que ce projet de loi n'est en aucun cas un « solde de tout compte ». D'autres textes sont prévus à la rentrée dans le cadre des cinq chantiers.

Il entend qu'il y a une inquiétude quant à l'université à deux vitesses ce n'était pas le but, son souci était d'éviter d'imposer un changement brutal, apparemment, il a eu tort.

L'autre inquiétude concerne « la toute puissance du Président ». A ce sujet, « il faut voir ». Certaines dispositions peuvent peut-être être reportées dans les projets de la rentrée.

Ce dont on peut être sûr, c'est que la loi doit passer. Il est prêt, nous semble-t-il, à céder sur le choix optionnel des universités et sur la composition du C.A.

L'autre chose qu'il semble prêt à faire : enlever certaines dispositions du projet qui posent problème pour les faire « entrer par la fenêtre » à la rentrée dans les différents chantiers.

Nous serons vigilants.

La convocation au MESR de cet après-midi nous confirmera peut-être ces suppositions !!!